

Pouvoir d'emprunt

Une voix: Parce qu'ils fournissent la richesse.

M. Rose: Parce qu'ils fournissent la richesse? En partie, certainement. Parce qu'ils donnent des emplois? En partie, certainement. On pourrait croire que ces sociétés qui sont en grande partie entre des mains étrangères apportent plus à l'économie et à l'emploi que les petites sociétés qui ne bénéficient pas de défalcatons du même genre. Le cœur et l'âme du conservatisme de petite ville résident dans la petite entreprise, la petite entreprise de la rue Principale. Ce qui se passe maintenant c'est que notre gouvernement empruntera sept milliards de dollars qui serviront en grande partie à verser des subventions aux grandes sociétés, dont la plupart sont entre des mains étrangères, et ce faisant, il ne veut pas donner les mêmes encouragements aux petites entreprises qui, dans l'ensemble, emploient beaucoup plus de gens que les grandes sociétés. Je pense que nous ne devrions pas oublier cela. Quand les gens se demandent ce que les conservateurs font pour améliorer l'économie et créer plus d'emplois, ils devraient examiner leurs politiques afin de voir si c'est bien cela qu'ils font.

Ce que nous avons constaté par le passé, c'est que l'amortissement du coût de l'outillage et du matériel ne faisait qu'entraîner une plus grande automatisation sans produire d'emplois. Si je pouvais en faire à ma guise et selon mes idées à moi, je dirais: «Bien sûr, nous vous donnerons tout l'argent, toutes les concessions fiscales que vous voulez, mais vous nous donnerez en retour une part équivalente dans votre entreprise. Si nous vous fournissons tout cet argent pour vous encourager dans votre entreprise, nous nous attendons à ce qu'une part équivalente de votre entreprise revienne à ceux qui vous ont donné cet argent quand vous ferez de bonnes affaires.»

Une voix: Bonne idée!

M. Rose: Pourquoi les grosses sociétés devraient-elles prendre tous les bénéfices et la population tous les risques? Et pourquoi ne devraient-elles pas payer d'impôts? Shell n'a pas payé d'impôts l'année dernière. Puisque le gouvernement veut emprunter trois, quatre ou sept milliards de dollars, je lui signale que s'il examine le cas de Shell, il constatera que les impôts qu'elle n'a pas payés représentent trois milliards de dollars.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Vous avez perdu la boule.

M. Rose: Pardons? Le député dit que c'est de la foutaise ou quelque chose du genre, mais je constate qu'il n'est pas à sa place. Il chahute derrière le rideau.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): J'ai déjà prononcé mon discours.

M. Rose: Oui, il fait du chahut. Et j'aimerais bien qu'il s'en aille s'asseoir.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le député devrait avoir honte.

[M. Rose.]

M. Rose: Eh bien, ces amortissements représentent la moitié de la somme que le ministre des Finances nous demande de l'autoriser à emprunter ce soir.

Les conservateurs prétendent que nous devrions vendre la société Petro-Canada parce qu'elle coûte trop cher. Pourtant, elle ne coûte pas trois milliards de dollars, mais 350 millions par année. En outre, Petro-Canada pourrait gagner beaucoup d'argent. Elle a réduit de 96 p. 100 à 80 p. 100 la part de nos ressources pétrolières appartenant à des sociétés étrangères. Je considère donc qu'elle a accompli des progrès. INCO, l'International Nickel Company, a fait reporter 318 millions de dollars depuis 1978. Comment est-ce possible? J'ai demandé à un membre du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique de ma circonscription l'autre jour s'il avait réussi à faire reporter une partie de ses impôts récemment. Certains pensent sans doute que j'essaie de leur arracher des larmes et que je ne suis qu'un néo-démocrate idéaliste et sentimental.

M. Blais: Ressuscité!

● (2120)

M. Rose: C'est un néo-démocrate idéaliste ressuscité qui vous parle. Certains prétendent que nous nous apitoyons peut-être trop sur le sort de ceux qui sont moins nantis que nous.

Le président du Conseil privé et ministre du Revenu national (M. Baker) est assis là, dans toute sa gloire, à nous regarder du haut de sa grandeur.

Des voix: Bravo!

M. Rose: Alors même qu'on permet des amortissements rapides aux fins de l'impôt sur le revenu, et qu'on accorde des dons qui se chiffrent à près de trois milliards de dollars en allègements fiscaux, le ministère du Revenu national harcèle une femme de ma circonscription au sujet d'une déclaration faite il y a sept ans, l'informant il y a à peine un mois qu'elle doit \$200 au Trésor. On accepte de reporter le paiement d'impôts pour certaines entreprises, mais cela n'est pas permis pour le Canadien moyen.

Les gens font des comparaisons. Ils savent que ces choses se produisent et les estiment injustes. Il arrive bien sûr que mon parti ne soit pas parfait, mais cela ne se produit pas souvent.

Des voix: Oh, oh!

M. Rose: Nous avons tendance, comme tous les partis idéologiques, à être un peu pharisaïques, mais pas souvent.

Je pense que vous conviendrez, monsieur l'Orateur, qu'il est inconcevable, injuste et impardonnable de donner des milliards de dollars, sous forme de dégrèvements, à des entreprises qui, au bout du compte, ne paient pas d'impôt et ne créent peut-être pas d'emplois non plus, et de harceler par ailleurs féroce-ment une jeune famille pour la somme de \$200.

Prenons les banques, par exemple.

Une voix: Bonne idée, prenons-les.